

CP du NPA, Toulouse, le 2 novembre 2014

Encore une fois la seule réponse du gouvernement, c'est la répression !

Ce samedi 1er novembre étaient prévus un rassemblement et une manifestation en hommage à Rémi Fraisse, étudiant toulousain, tué d'une grenade par la police sur le site de Sivens dans la nuit du 25 au 26 octobre. Il s'agissait pour les manifestant-e-s de dénoncer ce crime d'Etat et les violences policières, mais aussi de faire à nouveau part de leur refus de la construction du barrage de Sivens.

Vers 16 h 15, alors que depuis 15 h, plusieurs centaines de manifestant-e-s s'étaient rassemblé-e-s sur la place du Capitole, a commencé un départ en manifestation par la rue Lafayette, mais celle-ci a aussitôt été bloquée par les forces de police ainsi que toutes les rues adjacentes de la place. Les manifestant-e-s ont donc reflué vers la place du Capitole puis commencé à se disperser par la rue Gambetta, la seule débloquée par la police. Une partie d'entre eux s'est rendue au palais de justice où était prévue la fin de la manifestation.

Là, les forces de police ont inondé la place du Salin de gaz lacrymogènes et ont fait refluer les manifestant-e-s, dont une partie s'est dirigée vers la Garonne, et une autre dans la rue de la Fonderie. Des manifestant-e-s ont été encerclé-e-s puis gazés à Jaurès, tandis qu'un sit-in avait lieu aux Carmes. 13 interpellations ont eu lieu, notamment à la nuit tombée autour de la place Wilson.

C'est un véritable dispositif militaire qui a été organisé par la préfecture de Haute-Garonne et la mairie de Toulouse. Un hélicoptère survolait la ville en permanence, et ce jusque tard dans la nuit. De multiples unités de police ont été mobilisées, les CRS, la BAC, ainsi que de nombreux agents en civil mais casqués. Des quartiers entiers du centre ville sont devenus irrespirables du fait de l'usage disproportionné de gaz lacrymogènes qui ont atteint des manifestant-e-s, mais aussi beaucoup de riverains ou de simples passants, qui ont dû se réfugier dans des magasins et être secouru-e-s par des militant-e-s.

La police a tout fait pour que la situation se dégrade, en cherchant par tous les moyens à diviser les manifestant-e-s et en faisant un usage massif des Flashball et de grenades, blessant des manifestant-e-s et attaquant même des passant-e-s et des automobilistes. Pour ajouter au chaos, la direction de Tisséo a décidé de fermer les stations de métro dans le centre-ville jusqu'à tard dans la soirée, infligeant une punition collective à toute la population toulousaine.

Le NPA 31 dénonce fermement cette répression et la militarisation de l'espace public organisée par le gouvernement. Le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, est responsable de cette répression qui a déjà tué et qui continue à blesser. Il doit démissionner. Nous continuerons la mobilisation contre ce crime d'Etat aujourd'hui impuni, ainsi que contre toutes les entraves au droit de manifester. Nous exigeons aussi le désarmement de la police pour en finir avec les violences et les crimes policiers !

Une commission indépendante doit être mise en place pour faire toute la lumière sur les circonstances du meurtre de Rémi Fraisse. Les gendarmes qui l'ont tué doivent être inculpés pour homicide volontaire, comme l'avocat de la famille l'a demandé aux procureurs d'Albi puis de Toulouse, et leurs supérieurs hiérarchiques inculpés pour complicité.

Nous restons plus que jamais opposé-e-s au barrage de Sivens, comme à tous les projets de grands travaux liés à l'industrie et à l'agriculture productivistes qui ne sont utiles qu'aux capitalistes. Abandon définitif du projet, et pas seulement « suspension » ! Reboisement du site !